

<http://levenissian.fr/Les-actions-de-l-equipe-municipale>



37e congrès du PCF

Consolider le laboratoire Vénissian sur le rôle du parti communiste dans le rassemblement populaire

- S'organiserâ€¦ - 37e congrès du PCF -
Date de mise en ligne : samedi 21 mai 2016

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

Après les victoires de 2014 et 2015, consolider le laboratoire Vénissien, sur le rôle du parti communiste dans le rassemblement populaire

Rappelons-nous le résultat du 29 mars 2015, impressionnant dans le contexte général de poussée à droite et à l'extrême-droite, après la perte de tant de villes communistes en 2014, dont 3 dans le Rhône. Bien entendu, il a donné une grande légitimité à Michèle Picard, avec un retentissement national, mais s'il nous a donné des forces, nous savons bien qu'il n'est qu'une victoire partielle que nous devons sans cesse confirmer en construisant le soutien des Vénissiens à la ville, aux conseils de quartier, aux batailles contre l'austérité et pour les services publics, car la crise s'approfondit à Vénissieux comme ailleurs ; casse industrielle, pauvreté, précarité, pourrissement social.

Et les forces battues à Vénissieux n'abandonnent pas, activement soutenues par les grandes forces politiques qui organisent l'alternance. Leur campagne populiste a conforté l'anti-communisme qui pousse certains à justifier des pratiques anti-républicaines. Au conseil municipal, ils cherchent toujours leur issue dans l'agressivité contre la ville et les communistes. Cela correspond à la fuite en avant de Hollande faisant croire que le FN reprenait le PC des années 70. Non seulement il refuse d'écouter le message des électeurs, mais il accélère la transformation du parti socialiste en parti démocrate. Avec la loi El Khomri, il se place désormais clairement comme le candidat du MEDEF.

Nous aurons donc des batailles importantes à mener dans les années qui viennent, dans une métropole de plus en plus arrogante, dans une société de plus en plus inégalitaire, une solidarité que les communautarismes et racismes rendent toujours plus fragile. Nous devons faire encore plus en 2020, pour faire reculer ceux qui de toute façon, feront pire eux dans le pourrissement politique.

Je veux esquisser quelques points d'action de l'équipe municipale pour éclairer les batailles politiques à mener, et chercher comment, à partir de notre rôle dans la ville, tisser toujours plus de liens avec les habitants, de liens solides, réguliers, qui constituent ce rassemblement populaire nouveau que nous évoquons comme réponse à l'impasse de l'union de la gauche, en quelque sorte, faire vivre ce laboratoire Vénissien du rôle des communistes dans le rassemblement populaire.

Je ne vais pas faire une liste exhaustive bien sûr, et le nombre d'actions de la ville sur tous les sujets est impressionnante. Les trophées du réseau de chaleur, du sport comme la 4e fleur illustrent les points d'appui que représentent l'action de la ville, reconnue très largement nationalement. Chaque adjoint peut lister des dizaines de sujets, petits et grands, mais je veux prendre quelques exemples sur des grandes questions qui illustrent les enjeux de la bataille politique.

Le développement de la ville, les constructions, l'emploi, les services publics

Je sais que ce sont des dossiers souvent discutés, et que les communistes connaissent, le PLU-H, Le puisoiz, l'installation d'entreprises et la défense de l'industrie, la ligne T6, le stationnement, mais aussi tout ce que porte l'agenda 21. Le fait principal, c'est le retournement opéré dans les 2000 qui ont transformé une ville meurtrie et délaissée dans sa banlieue en une des principales villes du développement Lyonnais. Le métro puis le tram ont joué un rôle clé, mais aussi la volonté politique d'intégrer les quartiers des Minguettes à la ville. Deux chiffres pour le résumer, près de 1000 logements par an sont livrés à Vénissieux, et malgré les restructurations industrielles, l'emploi continue à se développer. Bien sûr, la majorité des logements sont en accession et ne

répondent aux besoins de logement que d'une partie des habitants, et les emplois sont souvent peu accessibles aux chômeurs Vénissiens, mais que diraient-on si les grues et les entreprises contournaient Vénissieux et si nous étions en dehors du développement général de l'agglomération.

La bataille politique de la droite sur le bétonnage est en réaction à ce développement, et nous avons tous les arguments pour montrer que la ville a depuis longtemps travaillé sur la maîtrise de ce développement, pour une ville dense et verte, respectant la diversité de ses quartiers, une ville qui n'est pas la nouvelle zone d'extension de Lyon, mais défend son histoire, son projet.

Nous devons faire connaître les objectifs de la ville par exemple dans le PLU-H, dont la rédaction se termine. La métropole parle du développement de la ville, nous avons obtenu de parler de la maîtrise de ce développement, en limitant l'objectif à 400 logements/an, elle parlait de rééquilibrage en défaveur du logement social, nous demandons de répondre à la demande de logement des habitants, dont une forte demande en logement social. Nous travaillons comme dit Michèle dans la dentelle pour préserver des habitats historiques, permettre une densification raisonnée le long des lignes de transports, assurer la place de la nature dans les constructions privées.

La bataille pour le logement social est ouverte. Le gouvernement en termine avec l'aide à la pierre, remplacée par le cofinancement entre bailleurs sociaux, les discours ne manquent pas, mais le constat annuel de la fondation Abbé Pierre est toujours le même, et à Vénissieux, nous pouvions construire 200 logements sociaux familiaux par an ces dernières années, les décisions gouvernementales nous annoncent 0 demain et la métropole veut inscrire dans le PLUH 100 par an incluant les reconstructions avec 1000 démolitions prévues dans l'ANRU2, autant dire, en résultat net, 0.

N'oublions pas qu'avec 63000 habitants, nous sommes encore loin des 74000 de 1985, mais l'enjeu principal de ce développement, c'est bien d'avoir les moyens de continuer à développer les services et équipements publics. Et quand on parle d'écoles, de crèches ou d'équipements de quartier, on parle du budget de la ville.

Les moyens, le budget, la métropole

C'est le deuxième enjeu du débat politique autour du refus de l'austérité et de la mise en cause des communes. Nous savons tous que le capitalisme ira toujours plus loin dans la mise en cause des services publics, et de tout ce qui conserve une logique de droits pour tous. Quelque soit le résultat de 2017, nous aurons de nouvelles mesures contre les communes.

Du côté de la ville, nous poursuivons notre effort pour conserver notre autonomie de décision, nous devons bien sûr tenir compte des baisses de dotation, ce que nous avons fait sur le budget 2016, mais tout l'enjeu de la préparation de 2020, c'est de faire apparaître une ville qui résiste à l'austérité, pour défendre l'intérêt général et les Vénissiens. Il faut donc en permanence faire connaître et dénoncer ceux qui décident de l'austérité, et en même temps inscrire nos actions dans la mobilisation pour défendre nos acquis, nos services publics.

C'est une question toute particulière dans la métropole, qui est une énorme machine à faire croire à un consensus dont les déclarations récentes de Collomb en faveur de Macron montrent où il mène, à droite ! Or, du PUISOZ au réseau de chaleur, nous affirmons sur chaque dossier notre place dans la métropole, nous défendons nos projets, nous sommes reconnus et partout dans l'agglomération, nous portons l'espoir d'un renouveau à gauche !

Et il faut faire le lien entre métropole et austérité, car si bien sûr, la métropole est confrontée à la baisse de dotation, elle est tout sauf neutre dans ses priorités. Sur de grands dossiers comme l'industrie, les transports ou le logement, elle mène une politique de communication forte, mais accompagne les restructurations, par exemple en parlant de

transition industrielle de la vallée de la chimie, transition qui pour certains est tout simplement la fin de la production. L'annonce récente de Collomb de déclassement de l'autoroute est révélatrice. Il n'a pas obtenu du gouvernement des moyens nouveaux pour les services publics, mais pour passer un accord avec la droite au service du cœur de Lyon. Des centaines de millions d'euros seront mobilisés pour retisser un lien urbain de qualité de Ecully à Pierre-Bénite, (au passage, quand un maire communiste demandait il y a 5 ans que le projet de déclassement qui se limitait à Oullins se prolonge jusqu'à Pierre-Bénite, on lui riait au nez, mais pour la droite, que ne ferait pas Collomb !) Des centaines de millions d'euros pour la gare de la Part-Dieu, et pour le grand stade et pour l'autoroute, les priorités sont claires, Collomb refuse d'aller plus loin que les 14 millions prévus pour les accès au Puisseux.

Nous avons évoqué lors du débat budgétaire une bataille permanente autour de nos équipements, de la défense de nos missions de service publics, c'est clairement un enjeu à relancer dans la durée.

La réponse à la crise sociale et l'unité des Vénissiens

L'urgence première à laquelle nous sommes confrontés, c'est la paupérisation croissante d'une part toujours plus large de notre peuple, et les risques de divisions qu'elle génère. Vous le savez, la pauvreté, le chômage, la précarité, continuent à augmenter à Vénissieux comme en France, mais la concentration des inégalités s'aggrave aussi, donc nous sommes encore plus confrontés à ce défi, répondre aux besoins de tous, alors que les écarts se creusent. C'est d'ailleurs une réalité qu'il faut sans doute dénoncer beaucoup plus fortement. La métropole peut toujours discourir, la vérité de son développement, c'est qu'il aggrave la ségrégation sociale, bien loin des discours sur la mixité sociale !

Ce qu'on a appelé le communisme municipal pouvait peut-être se caractériser par le fait de mobiliser les moyens d'action des communes dans un lien étroit entre solidarité et culture. Ce sont les deux points forts historique des communistes, et ce n'est pas un hasard. Je pense que nous devons réinventer ce lien dans la réalité de cette paupérisation aggravée pour les Vénissiens.

Pour moi, l'enjeu est clair, faire apparaître à des centaines, des milliers de familles, qu'il est possible avec la ville de se défendre collectivement, de s'organiser pour une vie digne et solidaire. Nous voyons bien que nous butons sur ce sujet pour construire des mobilisations à la hauteur de ce défi.

Nous devons prendre ce problème à bras le corps pour répondre aux communautarismes, aux populismes qui vont au contraire diviser les Vénissiens, les opposer selon leurs priorités. Et le plus dur est bien sûr de s'adresser aux plus pauvres, aux plus en difficulté. On le voit dans le travail social soumis lui aussi aux contraintes de l'austérité et ce n'est pas fini avec ce qui se préparera après 2017 sur deux grandes dépenses sociales, le RSA et l'APL qui seront mis en cause !

Quelle relation aux habitants dans ce contexte ?

Je n'ai évoqué que ces 3 points, mais bien entendu, il y en a d'autres et des adjoints pourront compléter, mais ils me semblent illustratif des batailles politiques que nous devons mener. Et dans chaque sujet, vous savez tous que l'action de la ville ne peut suffire, justement parce qu'elle ne peut que s'inscrire dans le contexte général de l'austérité et des inégalités. La confusion sur les responsabilités, la compréhension de nos choix est donc tout sauf naturelle, et la droite a montré qu'elle savait en jouer sans aucune honte, se présentant localement comme le vecteur d'une résistance à la crise, reprenant la méthode fasciste du discours social combiné à la division, et comme ils l'ont fait en 2014 et 2015, comme ils l'ont malheureusement réussi à Bobigny, ils chercheront à nous faire porter la chapeau de

la crise !

L'appropriation par les habitants de nos batailles est donc décisive. C'est leur mobilisation pour leurs projets qui permettra de rendre visibles les responsabilités de la métropole et de l'état, et donc de les interpeller. La solution ne peut être dans le seul effort de communication de la ville. La clé est le nombre d'habitants directement impliqués et acteurs des projets. C'est sans doute le premier point à travailler. Nous avons des atouts avec les conseils de quartier qui se sont consolidés depuis 2014, avec le conseil municipal d'enfants, la nouvelle commission laïcité, le conseil citoyen DHD, mais nous mesurons tous l'effort nécessaire et il faut le dire clairement. Nous avons besoin de franchir un cap, ce sont des milliers d'habitants qu'il faut associer et rendre acteur dans leur relation à la ville.

Nous devons nous interroger sur la place des réseaux sociaux et plus généralement de ce que certains appellent la ville numérique. On connaît l'ampleur de la fracture numérique qui aggrave la fracture sociale, et le directeur de Pole Emploi donnait il y a un peu des chiffres parlant en annonçant la décision du gouvernement de rendre obligatoire la relation numérique pour les demandeurs d'emploi, au passage, après avoir rendu payant les déclarations d'impôts papiers, et j'en profite, rendu obligatoire d'ici 2019 à toutes les entreprises, y compris les artisans, de dématérialiser les relations avec les collectivités. Il révélait que 1/3 des chômeurs de l'agence de Vénissieux n'avait pas de courriel, et 1/3 qui en avait ne souhaitait pas s'en servir avec Pole Emploi ! autant dire que les 2/3 des personnes concernées ne sont pas prêtes à passer à cette ville numérique. Mais on sait aussi que la presque totalité des jeunes utilisent les outils numériques liés aux téléphones, et c'est un des enjeux de l'action de la ville sur les addictions, c'est même une des priorités qui remonte de l'expérience des collèges. Donc, je pense que nous avons besoin d'ouvrir largement la relation citoyenne avec les Vénissiens sur les outils numériques.

Le rôle du parti

Mais on ne pourra éclairer les enjeux politiques simplement dans un dialogue entre habitants et mairie. Nous avons besoin d'un débat politique qui interpelle toutes les institutions. L'action militante de terrain est donc indispensable. Tant que la discussion porte uniquement sur ce que fait la ville, il est difficile face aux contradictions et aux limites de l'action municipale, de ne pas être sur la défensive, laissant alors l'opportunité aux autres de cacher leur responsabilité. Au contraire, quand un projet s'inscrit dans une bataille politique globale de dimension régionale ou nationale, les autres forces sont contraintes de faire face à leurs propres responsabilités. Ce débat large ne peut être porté par l'institution mairie seule. La ville ne peut à la fois contractualiser avec des partenaires et mettre en avant des critiques sur leurs insuffisances. C'est bien l'action militante qui peut interpeller chacun et éclairer ces contradictions.

Cela suppose aussi un effort important pour faire partager nos objectifs politiques et notre vision du projet de ville, donc avec un engagement fort des adjoints concernés, en lien avec le travail militant pour faire émerger des forces sociales sur nos positions, les faire s'engager avec la ville.

Nous avons fortement pesé sur la situation politique le 29 mars dernier, à nous de transformer l'essai dans la mobilisation à long terme autour des projets de la ville, PLU-H, grands projets, batailles sociales contre l'austérité. Ce sont autant d'occasions de faire grandir l'idée que les Vénissiens peuvent s'engager pour leur ville, que notre victoire électorale se transforme en une relance de la participation des habitants.

Nous reviendrons cet après-midi sur l'étape de 2017, mais il faut aussi considérer que nous sommes en bataille pour 2020, avec un enjeu qui sera encore plus national qu'en 2014, nous sommes la 3^e ville communiste de France, la première de province, nous avons le deuxième groupe communiste en taille de France !

Consolider le laboratoire Vénissian sur le rôle du parti communiste dans le rassemblement populaire

C'est pourquoi le débat Vénissian est un débat crucial pour tout le parti communiste.